



Guerre en Syrie : risques et enjeux d'une normalisation du régime de Damas

Recherches & Documents

N°18/2021

Pierre Bussel

Chercheur associé

Décembre 2021

www.frstrategie.org

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE

SOMMAIRE

GUERRE EN SYRIE : RISQUES ET ENJEUX D'UNE NORMALISATION DU REGIME DE DAMAS	1
1. À DEFAUT D'UNE VICTOIRE	2
2. S'EXTRAIRE D'UNE GUERRE HYBRIDE	5
3. ANKARA, L'ALLIE SANS ALLIANCE	8
4. LA GUERRE PERMANENTE.....	11
5. LE CAS BACHAR EL ASSAD	14
6. LE CAMP DU REFUS.....	16

Guerre en Syrie : risques et enjeux d'une normalisation du régime de Damas

Dix ans après le début des combats en Syrie, l'option d'une normalisation des relations diplomatiques avec Damas s'impose progressivement à l'agenda des capitales arabes¹. Le président Assad est impatient d'entamer les travaux de reconstruction de la Syrie pour un coût estimé entre 250 et 400 milliards \$². Malgré la poursuite de la guerre et un contrôle partiel du territoire (65 %), il espère capitaliser sur la résilience de son régime qui, c'est un fait, a déjoué les analyses qui prévoyaient son effondrement aux premiers mois de la révolution.

La guerre civile s'est aujourd'hui figée en un écheveau de tensions militaires concentriques, sans vaincu ni vainqueur. Au nom du principe de réalité, en clair l'incapacité des parties à mettre fin au conflit, il est désormais question de réouvertures d'ambassades et de postes frontières, et d'un retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe. La Tunisie³ et la Mauritanie ont envoyé leurs ambassadeurs à Damas. Le Premier ministre libanais attend l'aval de la communauté internationale pour rencontrer Assad⁴. Les Émirats arabes unis (EAU) réclament la levée des sanctions économiques⁵. Le Caire appuie le mouvement car il y perçoit l'opportunité de resserrer les rangs arabes face à l'hégémonisme turc⁶. Bagdad, l'une des rares capitales à n'avoir jamais rompu les liens, travaille au rapprochement de deux puissances impliquées dans ce conflit : l'Iran, fidèle soutien de Damas, l'Arabie saoudite, argentier de groupes rebelles au début de la guerre civile⁷. Enfin, la diplomatie jordanienne se mobilise⁸. Le roi

¹ Dix-huit des vingt-deux États membres de la Ligue arabe ont voté la « suspension de l'adhésion de la Syrie à toutes ses réunions » suite au refus de Damas d'adopter son plan de règlement du conflit (16 novembre 2011)

² Avec le soutien de l'Iran, le régime de Damas organise depuis 2015 un salon annuel « Reconstruire la Syrie » qui accueille des investisseurs étrangers.

³ Le 27 septembre 2021 à New-York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre syrien des Affaires étrangères Faisal al-Miqdad a rencontré son homologue tunisien, Othman al-Garandy – une première depuis leur rupture diplomatique en 2012.

⁴ « ميقاتي لن-أزور-سوريا-من-دون-موافقة-المجتمع-الدولي » (Mikati : « Je ne visiterai pas la Syrie sans l'approbation de la communauté internationale. »), Syria TV, 28 septembre 2021.

⁵ Alors que le chef de la diplomatie des Émirats, Abdallah ben Zayed Al-Nahyane, s'entretenait avec le président Assad à Damas, le 9 avril 2021, les États-Unis ont rappelé leur désapprobation quant à toute initiative favorisant une réhabilitation du président syrien, accusé d'être « un dictateur brutal » par Ned Price, porte-parole de la diplomatie américaine.

⁶ Les ministres égyptien et syrien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry et Faisal Mekdad, se sont rencontrés en marge de l'Assemblée générale des Nations unies le 24 septembre 2021 pour faire le point sur leurs relations bilatérales. À l'issue de cette rencontre, Sameh Shoukry a affirmé que l'Égypte sera « active » pour aider la Syrie à retrouver sa « position dans le cadre de la sécurité nationale arabe ».

⁷ Les déclarations du prince Sattam bin Khaled dénonçant la responsabilité personnelle du président Assad ont impacté les ardeurs de la diplomatie syrienne, qui se tenait prête à réactiver ses liens avec Riyad. Les contacts informels se poursuivent entre le général de division Khaled Humaidan, chef des renseignements généraux saoudiens, et le général syrien Ali Mamlouk, connu pour être l'un des principaux interlocuteurs des forces armées russes (« الغارديان: رئيس المخابرات السعودية يلتقي مسؤولين في النظام السوري في دمشق » [Le chef du renseignement saoudien rencontre des responsables du régime syrien à Damas], *Al Quds*, 4 mai 2021).

Abdallah II affirme la nécessité d'un « *rôle arabe collectif* »⁹ et développe l'idée d'un pré-accord : alléger le train de sanctions américaines¹⁰ en échange d'une réduction de la présence iranienne en Syrie. À cela s'ajoute une série d'initiatives : appel téléphonique Abdallah II/Assad, réouverture du poste frontière de Jaber¹¹, réactivation de l'accord de Yarmouk sur le partage des eaux.

Si des activités liées à la Ligue arabe ont repris à Damas, quelques programmes annexes¹², son Secrétaire général, Ahmed Aboul Gheit, rappelle qu'un retour de la Syrie au sein du cénacle arabe nécessiterait impérativement un « *consensus* ». Pour l'heure, aucune demande officielle n'a été formulée en ce sens¹³. La Ligue continue de recevoir les délégations de l'opposition syrienne¹⁴ et, dans un souci d'équité et reste à l'écoute du *lobbying* des pays favorables à une normalisation de Damas, motivés par des considérations socio-économiques (Liban, Jordanie, EAU), sécuritaires (Irak, Égypte) ou panarabes (Algérie, Mauritanie). L'option d'une présence syrienne au prochain sommet de la Ligue arabe en mars 2022 à Alger est actuellement discutée en chancelleries. Damas pourrait se voir attribuer le statut d'observateur, hypothèse indicatrice de l'émergence d'un courant majoritaire disposé à rompre l'isolement de la Syrie¹⁵.

1. À défaut d'une victoire

Les partisans de la normalisation reçoivent un soutien appuyé de la Russie. Le sauvetage du régime Assad étant désormais achevé, Moscou mobilise ses canaux diplomatiques pour em-

⁸ Selon le média syrien *Athr Press*, le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman al-Safadi, a admis en novembre 2021 que la Jordanie a eu des entretiens préalables avec Washington avant d'engager une politique de rapprochement avec la Syrie.

⁹ « *الخارجية الأردنية: الحل في سوريا مرهون بحوار أمريكي-روسي ودعم عربي* » « La solution en Syrie dépend d'un dialogue américano-russe et du soutien arabe. », *Enab Baladi*, 23 septembre 2021. Le roi de Jordanie s'en est entretenu avec les présidents Poutine, Biden durant l'été 2021, ainsi que l'israélien Herzog lors d'une rencontre discrète à Amman en septembre de la même année.

¹⁰ Promulguée par l'administration Trump en 2020, la loi César (*Caesar Syria Civilian Protection Act*) sanctionne tout soutien financier ou matériel au régime de Damas.

¹¹ « *الأردن يسرع عجلة التطبيع مع الأسد.. و"أسبوع" لحل المشكلات* » [La Jordanie accélère le processus de normalisation avec Assad. Une semaine pour résoudre les problèmes], *Al Souria*, 27 septembre 2021.

¹² L'Union arabe pour les familles productives et les industries traditionnelles et développées, organisation affiliée au Conseil de l'unité économique arabe, lui-même travaillant dans le giron de la Ligue Arabe, a inauguré son bureau régional à Damas en février 2021. « *الجامعة العربية تنشط في دمشق والسفير الموريتاني يباشر مهامه* », (La Ligue Arabe s'active à Damas et l'ambassadeur mauritanien prend ses fonctions), *Asharq Al Awsat*, 9 février 2021.

¹³ « *أبو الغيط يحدد شرطًا لحضور النظام السوري القمة العربية في الجزائر* » [Aboul Gheit pose une condition à la participation du régime syrien au sommet arabe en Algérie], *Enad Baladi*, 28 octobre 2021.

¹⁴ Le 22 septembre 2021, Ahmed Aboul Gheit s'est entretenu avec une délégation de l'opposition syrienne en marge de la 76^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies. Étaient présents Salem al-Meslet, président de la Syrian Opposition Coalition (SOC) et Anas Abdah, président de la commission de négociation syrienne.

¹⁵ D'aucuns tentent d'accélérer le processus. L'hypothèse de la présence du président Assad au dernier sommet de Bagdad fut évoquée par les médias arabes avant d'être sèchement démentie (« *Iraq denies inviting President Assad to regional summit* », *Asharq Al-Awsat*, 17 août 2021).

porter l'adhésion de la totalité des États membres de la Ligue¹⁶.

L'objectif est double :

- Après le déploiement d'un contingent limité sans pertes humaines excessives¹⁷ ni glissement budgétaire – 1,5/2,5 milliards \$ par an –, la Russie estime le moment venu de développer son *soft power*¹⁸. Normaliser Damas permettrait de conserver les acquis du conflit, d'éviter l'écueil de l'affaire libyenne dans laquelle l'exportateur d'armements russes Rosoboroneksport a perdu 4 milliards \$ et la société ferroviaire RZD, 2 milliards \$¹⁹. Dès le début de l'intervention en Syrie, Moscou a signé un accord de 950 millions \$ en prévision de la reconstruction du pays²⁰ auquel s'ajouteront des facilités d'investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines²¹.
- Engager une transition politique. Bachar el-Assad, réélu président en 2021 pour un quatrième mandat avec 95 % des voix, Moscou s'appuie sur cette « légitimité » pour réclamer la fin de l'isolement de Damas. À l'inverse des puissances du Golfe qui voulaient le renverser par les armes, la Russie espère un résultat identique, à savoir une alternance gouvernementale, en ouvrant le jeu politique, en créant une dynamique interne de renouvellement des élites syriennes²², ceci à l'appui de la résolution 2254 des Nations unies et du Comité constitutionnel syrien²³. Cette tactique pour le moins ténue – le changement sans le changement – s'accompagne de réserves envers Assad. Les agents d'influence de Moscou laissent régulièrement filtrer dans la presse l'agacement du Kremlin. Sont reprochés à Assad son impopularité²⁴, son manque d'habileté, l'affairisme de son clan qui aurait fait l'objet d'une demande russe de rem-

¹⁶ En mars 2021, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, se rend à Riyad pour aborder le dossier syrien. À l'occasion d'un séjour prolongé, il s'entretient avec le prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed bin Zayed Al Nahyan et l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri. Une réunion est organisée à Doha en présence de son homologue turc, Mevlut Cavusoglu, et qatari, Muhammad Al Thani. L'absence d'une délégation iranienne est alors remarquée, d'aucuns se demandant si, compte tenu de la faible solvabilité de Téhéran, Moscou n'imaginait pas un nouvel axe Russie-Turquie-EAU pour engager le dossier de la normalisation.

¹⁷ « فصائل الثوار تهاجم غرفة العمليات الروسية في إدلب وتوقع إصابات » [Des factions rebelles attaquent l'Operation Room de la Russie à Idleb et provoquent des pertes], *El Dorar*, 7 février 2021; « Russia loses 112 servicemen in Syrian war conflict », *Pravda*, 15 mars 2021.

¹⁸ Ruslan Mamedov, « Russia: Towards a Balance of Interests in the Eastern Mediterranean », RIAC, 6 août 2021.

¹⁹ Mira Milosevich, « The Role of Russia in the Middle East and North Africa Region. Strategy or Opportunism? », Institut Européen de la Méditerranée (IEMed), 3 septembre 2021. Autre perte sèche, en 2008, la Russie avait annulé 4,5 milliards dollars de dettes contractées par le régime Khadafi.

²⁰ « La Russie signe des contrats d'une valeur de 950 millions de dollars pour la reconstruction de la Syrie », RT, 26 avril 2016.

²¹ Azzam Al-Allaf, Salam Said, « Russian Investment in Syrian Phosphate: Opportunities and Challenges », European University Institute, avril 2021.

²² La Russie n'a pas donné suite aux dernières propositions de l'opposition visant à créer un Conseil militaire de coalition – armée nationale / opposition / groupes armés non djihadistes – en charge d'organiser la transition.

²³ La résolution onusienne adoptée à l'unanimité le 18 décembre 2015 prévoit trois étapes graduelles : 1/ Formation d'un gouvernement de transition. 2/ Organisation d'élections libres, transparentes et équitables. 3/ Rédaction d'une nouvelle Constitution acceptable par l'ensemble des parties au conflit. *Le Comité constitutionnel inauguré le 30 octobre 2019 à Genève est chargé de modifier la Constitution syrienne. Il est formé de 150 membres répartis à parts égales entre des représentants du régime, de l'opposition et de la société civile.*

²⁴ « لماذا تتحدث موسكو عن "تدهور شعبية" الأسد؟ » [Pourquoi Moscou parle de la 'baisse de la popularité' d'Assad ?], *Asharq al-Awsat*, 18 avril 2020.

boursement de 3 milliards \$ en réponse à son train de vie somptuaire²⁵.

La perception russe du dossier syrien peut s'analyser à l'aune de la variable temporelle, le facteur T. Il existe une tension entre le passé, la séquence mémorielle des guerres de Tchétchénie, le souvenir du coût exponentiel d'une opération menée « jusqu'au bout »²⁶, et le futur, la crainte de voir émerger un ersatz d'Émirat islamiste au nord-ouest syrien, que l'absence d'initiative de Damas, l'inertie de l'opposition politique et le gel des lignes de front ne profitent aux groupes armés les plus radicaux, les plus incontrôlables ; ce dont, là encore, Moscou ne veut pas.

Concernant l'aspect mémoriel, le passé, il convient de rappeler que le Premier ministre qui ordonna l'intervention en Tchétchénie en 1999 est le président qui aujourd'hui soutient Damas dans sa « lutte antiterrorisme » ; formule imprécise du régime qui désigne indistinctement les opposants politiques et les combattants salafistes. Moscou se souvient qu'à l'apogée du pseudo califat de Daech, un quart des combattants étrangers étaient d'origine caucasienne²⁷, certains si dangereux que Moscou les aida à rejoindre la Syrie pour exaucer leur martyr²⁸. En 2015, année où rien ne semblait arrêter l'EI, le Daghestan fit une enquête d'opinion. 8,1 % des jeunes étaient prêts à rejoindre Daech. 30,8 % se déclaraient indécis²⁹. Bien que l'axiome redouté par les analystes d'Alexeï Sedov, le chef de la lutte antiterroriste au FSB, soit la contamination radicale de l'espace caucasien, ne se produisit pas, les forces russes interviennent toujours pour contenir la menace³⁰. Le FSB démantèle des réseaux de recruteurs de la Katiba al-*Tawhid wal-Djihad* qui, depuis la Russie, transférait des combattants vers la Syrie³¹. Il arrête des individus suspectés de financements occultes³². Il surveille Malhama Tactical, une société militaire privée fondée par l'Ouzbek Sukhrob Baltabaev, dit Abu Rofiq, un vivier de formateurs caucasiens qui ambitionne d'être le Blackwater du djihadisme³³.

Pour le futur, Moscou s'inquiète de la montée en puissance du groupe armé Hayat Tahrir al-Cham (HTC ou *Hay@*) dans la province d'Idleb. Ce groupe salafiste rêve d'une victoire à la talibane³⁴ – devenir l'incarnation du néo-islamiste qui défend l'idée d'une gouvernance

²⁵ Anton Mardasov, Kirill Semionov, « Russia without Assad », *RIDDLE*, 15 juin 2020.

²⁶ « On ira buter les terroristes jusque dans les chiottes », Vladimir Poutine, Premier ministre, octobre 1999.

²⁷ « Foreign Terrorist Fighters from the North Caucasus: Understanding Islamic State Influence in the Region », *Connections: The Quarterly Journal*, n° 4, 2017, pp. 69-88.

²⁸ Maria Tsvetkova, « How Russia allowed homegrown radicals to go and fight in Syria », *Reuters Investigate*, 13 mai 2016.

²⁹ Mairbek Vatchagaev, Nick Sturdee, « ISIS in the North Caucasus », *Newlines Institute for Strategy and Policy*, 26 octobre 2020.

³⁰ « Опубликованы имена убитых при спецоперации в Дагестане – Источник » [Les noms des personnes tuées lors de l'opération spéciale au Daghestan publiés], *Kavkazskii Uzel*, 10 septembre 2021.

³¹ « الأمن الروسي يعلن توقيف 31 عنصراً لـ"كتيبة التوحيد والجهاد" » [Les forces de sécurité russes annoncent l'arrestation de 31 membres de la 'Brigade du Tawhid et du Jihad'], *Al-Araby Al-Jadeed*, 25 août 2021.

³² Alexeï Kourichtchenko, « ФСБ РФ обезвредила террористические ячейки в восьми регионах РФ » [Le FSB de la Fédération de Russie a neutralisé des cellules terroristes dans huit régions de la Fédération de Russie], *TV Zvezda*, 14 octobre 2021.

³³ Alessandro Arduino, Nordirbek Soliev, « Malhama Tactical: The Evolving Role of Jihadist Mercenaries in the Syrian Conflict », *National University of Singapore*, 22 juin 2021.

³⁴ HTC est actuellement désigné « groupe terroriste » par nombre de gouvernements et d'organisations internationales. Il ambitionne d'être radié de cette liste à l'instar des Houthis au Yémen (« الجولاني ":المقاتلون الأجانب" »).

conforme au *mulk* (règne, exercice du pouvoir³⁵) à la fois radicale, résolument combattante, mais pragmatique, réaliste et en rupture avec la barbarie de ses pairs. HTC envoie des signes de bonne volonté. En zone rebelle, les affaires courantes à Idleb sont confiées à un gouvernement laïc. La police des mœurs (*Markaz al-Falah-Centre de Falah*) est dissoute. Le groupe expulse les imams récalcitrants³⁶, il tolère les manifestations, mène une politique de rapprochement avec les tribus³⁷ et fonde une agence monétaire qui remplace la livre syrienne (SYP) par la livre turque (TL). Il lutte contre les activistes d'obédience al-qaïdienne³⁸ et chasse des combattants tchéchènes³⁹ au risque qu'ils s'en retournent combattre dans les maquis du Caucase.

Le salafisme de HTC est un frein au processus de normalisation de Damas, le contre-point à la doxa de Damas qui voudrait que le pays soit pacifié. Il s'agit donc de dégager un consensus arabe afin d'isoler cette organisation, l'empêcher de sanctuariser un Émirat qui réclamera sa désinscription de la liste noire des organisations terroristes, ce que l'*underground* radical ne manquerait pas de saluer comme une nouvelle victoire sur le monde « impie », après la révolution iranienne (1979) et la chute de Kaboul (2021).

2. S'extraire d'une guerre hybride

Bien que le risque d'enlèvement soit faible eu égard au dispositif engagé, l'armée russe vit les défis opérationnels inhérents à toute guerre hybride, quand s'obstiner à maintenir une troupe au contact de l'ennemi, même en décuplant sa puissance de feu, n'est plus garant de victoire.

« جزء منّا وتنظيم "الدولة" يغذي "الإسلاموفوبيا" [Al-Joulani : Les combattants étrangers font partie de nous, et 'l'État islamique' alimente 'l'islamophobie'], *Enab Baladi*, 6 septembre 2021).

³⁵ La notion de règne (*mulk*) a longtemps été dédaignée par le salafisme bien qu'elle intitule la 67^{ème} sourate du Coran (Al-Mulk – La royauté). En arabe moderne, le mot induit évoque les notions de possession/contrôle/puissance sur un espace territorial. Dans le concept de l'État idéal développé par Taymiyya dans *Siyasa shariyya* (Traité de politique légale pour la réforme du berger et du troupeau), l'exercice du pouvoir résulte d'un double serment d'allégeance, à Dieu et à la communauté des hommes ; ce qui oblige un certain pragmatisme, une approche lucide de la réalité quotidienne. Le chef de l'État (*wali l-amr*) – ou le détenteur de l'autorité – doit recourir à la consultation (*mushawara*) dans l'exercice de la gouvernance comme le fit Mohammed avec ses compagnons. Le chef se doit d'être conforme à la *maslaha*, le principe de préservation de l'intérêt public en islam et la préservation de cinq biens : religion, raison, morale, famille (enfants), biens matériels.

³⁶ « تحرير الشام..البراغماتية لا تحتل خطباء المساجد » [Tahrir al-Cham ; le pragmatisme ne tolère pas les prédicateurs des mosquées], *Almodonline*, 30 septembre 2021.

³⁷ Les derniers rapprochements significatifs ont concerné le clan al-Bosraya de la tribu al-Uqaydat et la mise en place d'un conseil de la choura de la tribu Bakara dans la province d'Idleb.

³⁸ Est ciblé le groupe Hurras al-Din, qui rejette l'accord de Sotchi (2018) avec d'autres formations : Ansar al-Tawhid, Wa Harid al-Mumimin. Selon une source primaire, al-Qaida aurait pris la décision de dissoudre la structure actuelle à la faveur d'un émiettement de cellules opérationnelles pour éviter un combat frontal avec HTC.

³⁹ En octobre 2021, HTC mène une opération à l'ouest de la province d'Idleb et dans le secteur Jabal al-Turkman, au nord de Lattaquié, contre Jund Allah, qui compte des combattants étrangers, notamment azerbaïdjanais et turcs, ainsi que le groupe Junud al-Sham, dirigé par un Tchétchène. Les factions étrangères déployées en Syrie se réuniront sous le nom *Major Blocs of Emigrants in the Levant Square* le temps d'un communiqué pour dénoncer l'initiative. Parmi elles, Jaish Al-Muhajireen wal-Ansar (Caucase), Groupe Tawhid et Jihad (Ouzbékistan), Jaish Al-Muhajireen wal-Ansar (Caucase), Sham Al-Islam (Maroc), Mouvement Ahl al-Sunna Muhajireen en Iran, Brigade Uqba Bin Farqad (Azerbaïdjan).

Décréter les conditions réunies pour un « règlement politique »⁴⁰ de la crise permet de s'extraire d'un conflit où la cartographie des forces combattantes se caractérise par sa forte volatilité. En sus des forces conventionnelles⁴¹, des dizaines de groupes se créent, se dissolvent ou s'agrègent dans des *operation rooms*⁴², elles-mêmes sujettes à l'instabilité en raison de motifs divers : querelles de chefs, discordes de *shoura*, démissions pour des soldes insuffisantes, rivalités pour l'obtention d'armements et de munitions, etc. Non sans effort, la Russie a réussi à s'imposer sur ce champ de bataille émietté, tisser des alliances au cœur de la confusion tactique avec des combattants dont la motivation émane d'énigmatiques alchimies de revendications politiques, religieuses et financières (solde, butin, racket).

Trois types de difficultés ont été rencontrées :

- Alliances et mésalliances. En Syrie, la guerre se fait *contre* ou *avec* les groupes armés ; jamais sans eux. L'expérience russe la plus aboutie devait être le 5^{ème} Corps, co-fondé avec Damas en 2016, un conglomérat de *Katiba* et de milices fidèles au régime. L'idée initiale était de proposer à d'anciens rebelles un lieu de reconversion où bénéficier d'un encadrement, d'un salaire et de missions œuvrant au rétablissement de la paix dans le pays⁴³. Au contact de la réalité, la tâche s'est révélée éminemment ardue. Au combat, les chaînes de commandement sont vagues et les alliances versatiles, voire fratricides. À deux reprises depuis le début de l'année, la 8^{ème} brigade du 5^{ème} Corps⁴⁴ a échangé des tirs avec des éléments de l'armée syrienne⁴⁵, supposée être son alliée. Des désaccords tactiques ont interrompu une opération de ratissage menée avec des milices pro-iraniennes, là encore alliées supposées (Badia, 2021⁴⁶). Les incidents sont multiformes : ouverture de feu sur une patrouille russe par une milice pro-iranienne

⁴⁰ « لافروف: روسيا حافظت على المسيحية في سوريا » [Lavrov : la Russie a préservé le christianisme en Syrie], Syria TV, 1^{er} septembre 2021.

⁴¹ Syrie, Russie, Turquie, Iran (Gardiens de la révolution), États-Unis. Notons que la France est présente depuis 2014 sur l'axe syro-irakien dans le cadre de l'opération Chammal (effectif : 600 hommes, mission : lutte antiterroriste).

⁴² Dernière réorganisation notable : Mutassim al-Abbas, le chef de Liwa Al-Mu'tasim, et Saif Bolad, son adjoint, chef de Liwa Hamza, ont fondé en septembre 2021 le Front de libération syrienne, qui se compose de Liwa Al-Mu'tasim, Liwa Al-Hamza, la 20^{ème} Division, Suqur Al-Shamal et Liwa Sultan Suleiman Shah. Notons que la Légion Al-Rahman s'est retirée prématurément de cet aréopage pour une raison inconnue. Simultanément, à la même période, Al-Hamza, Suqur Al-Shamal et Sultan Suleiman Shah se sont retirés de l'*operation room* Azm, là encore pour une raison peu compréhensible. Le litige aurait porté sur un mécanisme interne de représentation des groupes (« فصائل في الجيش الوطني تندمج ضمن "الجبهة السورية للتحرير 5» [Cinq factions de l'Armée nationale fusionnent en 'Front de libération syrien'], *Nedaa Post*, 9 septembre 2021).

⁴³ Quelques exemples : attaques de poches résiduelles du groupe État Islamique à l'est de Homs, opération anti-drogue à Samaqiyyat près de la frontière syro-jordanienne.

⁴⁴ Cette brigade, dite Liwa Usud al-Harb (brigade des lions de guerre), a longtemps été basée à Busra al-Sham, dans le secteur oriental du gouvernorat de Deera. Effectif : 3 000 hommes dont 75 % d'anciens rebelles.

⁴⁵ « اشتباكات بين قوات النظام ومسلحين من اللواء الثامن شرقي درعا » [Affrontements entre les forces du régime et des hommes armés de la 8^{ème} à l'est de Deraa], Syria TV, 5 mars 2021 ; « فصائل مدعوم روسياً يهاجم حاجزاً للمخابرات الجوية » [Une faction soutenue par la Russie attaque un poste de contrôle du renseignement de l'armée de l'air à Deraa], Syria TV, 25 mai 2021.

⁴⁶ Entamée le 24 avril 2021, l'opération de Badia visait des positions de l'EI à l'est de Homs, dans les zones désertiques de Sukhna et Palmyre ainsi que les vallées de Minej Al-Maleh, Al-Shamitieh et Al-Rahba (« تفاصيل في البادية «الخلاف بين اللواء الثامن وميليشيات إيران في البادية» [Détails sur le différend opposant la 8^{ème} et les milices iraniennes dans la Badia], Syria TV, 9 mai 2021).

(Deera, 2019⁴⁷), refus d'obtempérer d'une milice (« Lions du clan », Désert de Sukhna, septembre 2021⁴⁸), rivalité de recrutements avec la 4^{ème} division commandée par le frère du président. Résultat, Moscou prend ses distances avec ce modèle de coopération. Depuis l'été, les salaires du 5^e Corps sont versés par la Sécurité syrienne. La fourniture d'armes incombe au régime⁴⁹.

- Défaut d'autorité. La parole russe peine à se faire entendre. Non seulement les accords contractés sont peu respectés, mais les correctifs moscovites sont aussi traités sans égard. En témoigne cette décision prise en 2018 de créer une zone « tampon sunnite » pour repousser les milices pro-iraniennes qui menaçaient d'ouvrir un front contre Israël⁵⁰. Damas, bien que signataire, enlise le projet pour satisfaire l'Iran. Les rappels à l'ordre de la Russie n'y font rien, le projet de zone tampon reste lettre morte⁵¹. Deux ans plus tard, accord Poutine/Erdogan. La Turquie s'engage à influencer sur l'opposition pour évincer les groupes radicaux. Ankara ouvre un cycle de concertation avec la rébellion, mais au lieu de procéder à l'écémage souhaité, elle réorganise les groupes armés à sa convenance⁵², avec une bienveillance appuyée pour les salafistes de HTC. Depuis, Moscou ne cesse de réclamer le respect de l'accord convenu. Là encore, en vain.
- Affrontement sans issue. Bien que l'armée russe ait capitalisé en expériences et malgré l'ensemble de ses acquis, le lieutenant-général Nikiforov n'a pas pu mener ses hommes à la victoire⁵³. Les initiatives pourtant ne manquent pas. Les intuitions aussi, comme entraîner la 25^{ème} division des forces spéciales aux projections hélicoptérées (*aérocordage*) en zone montagneuse essaimée d'avant-postes ennemis pour essayer de retrouver un peu de mobilité sur le terrain, faire bouger les lignes⁵⁴. Autant

⁴⁷ « تفاصيل استهداف ميليشيات إيرانية لدورية روسية في درعا » [Des détails sur les milices iraniennes qui ont ciblé une patrouille russe à Deraa], *Orient Net*, 14 juillet 2019.

⁴⁸ « بعد نقضها الوعود التي أطلقتها لهم.. عناصر "أسود العشائر" غاضبون من القوات الروسية » [Après avoir rompu les promesses qui leur ont été faites, les « Lions du clan » sont en colère contre les forces russes], *The Euphrates Post*, 16 septembre 2021.

⁴⁹ Selon des sources locales, le chef de la 8^{ème} Brigade, Ahmed al Oued, aurait quitté ses fonctions et trouvé refuge en Jordanie (« Russia Ceases Financial Support to Daraa Eighth Brigade », *The Syrian Observer*, citant *Al-Souria Net*, 14 octobre 2021).

⁵⁰ Des groupes armés affiliés aux Gardiens de la révolution (CGRI) opèrent dans la zone, comme Al-Nujaba, dirigée par Akram al-Ka'abi, le fondateur d'une brigade dévolue à la libération du Golan.

⁵¹ Conséquence, l'aviation israélienne ouvre le feu sur des positions pro-iraniennes et des postes d'observation du Hezbollah – récemment la colline Kiss Al-Nafl, commandée par Jawad Hachem, et les bureaux du général Hussein Hammouche de la 90^{ème} brigade du 1^{er} Corps, connu pour ses accointances avec l'Iran (« بعد ساعات من القصف.. إسرائيل تُلقي منشورات تحذيرية في القنيطرة » [Quelques heures après l'attentat, Israël lâche des tracts d'avertissement à Quneitra], *Baladi News*, 18 août 2021).

⁵² Dernière réorganisation notable : cinq groupes armés opérant sous la bannière de l'Armée nationale syrienne ont formé le Front de libération syrien : Liwa al-Hamza, Liwa al-Moutasim, Liwa al-Sultan Suleyman Shah, 20^{ème} division, et Liwa Suqour al-Cham.

⁵³ Le lieutenant-général Nikiforov a commandé les forces russes en Syrie de juin à octobre 2021. Il n'a pas été remplacé à ce jour.

⁵⁴ Ceci pour aider Damas à reprendre le contrôle d'axes routiers stratégiques (M-4 & M-5). Les stages d'entraînement des personnels de la 25^{ème} division, surnommée « Les forces du Tigre » et commandée par Souheil al-Hassa, sont prodigués au centre de Al-Majazarat, à l'est de la ville de Hama (Thaer Al Muhammed, « لجوء روسيا إلى تكتيك الإنزال الجوي في إدلب احتمال وارد أم رهان خاسر؟ » [Parachutages à Idlib. Un pari possible ou perdant ?], *Syria TV*, 9 octobre 2021).

d'efforts coûteux pour d'hypothétiques victoires à la Pyrrhus.

Sur la base de ces éléments, la Russie tente donc de clôturer cette opération militaire budgétée *a minima*, de démontrer des compétences extractives d'une guerre hybride là où d'autres ont échoué, sous-entendu les États-Unis en Afghanistan.

3. Ankara, l'allié sans alliance

Si les manuels d'histoire documentent les tensions au sein des coalitions armées, la Seconde Guerre mondiale en fut l'illustration, l'objectif d'alors ne s'en trouva jamais affecté : la victoire finale. D'une parabole inversée, nous pourrions écrire que le dossier syrien présente l'exact inverse. Hormis l'éviction des forces américaines du Proche-Orient, il n'est point d'objectif commun au triptyque Russie-Iran-Turquie. Le mot « paix » est source d'altérité entre la *Pax Russica* héritée de la géopolitique des blocs du XX^{ème} siècle, le corpus révolutionnaire de l'Iran, qui combat sans agenda puisque le véritable enjeu est la victoire de Dieu sur Terre, et le syncrétisme turc structuré autour de considérations internes, le suprématisme turcique sur les populations kurdes⁵⁵, et externes, une politique d'inspiration néo-ottomane qui restaure une présence dans les comptoirs d'antan (Libye, Syrie), gardienne de l'identité turkmène jusqu'aux confins de l'Asie centrale.

La Turquie perçoit le projet de normalisation de Damas comme un risque de remise en cause de ses acquis territoriaux en Syrie. La terminologie officiellement retenue pour désigner les régions où s'exerce son autorité militaire est « zone d'opération » (*harekat alanlari*) afin d'induire la notion de présence temporaire⁵⁶. Pour autant, aucun retrait des forces turques n'est annoncé ou planifié. Ankara est engagée dans une guerre hybride au long cours, conformément à la doctrine Davutoglu⁵⁷ qui se veut annonciatrice d'une nouvelle géopolitique au Proche-Orient et dans le monde.

Défendre le clan Assad est entendu comme le plan de sauvetage d'un modèle ancien, celui de la grande puissance et de l'allié servile. Pour Ankara, l'onde de choc des révoltes arabes de 2011 n'a pas encore livré tous ses enseignements. Les paradigmes évoluent. Il est désormais acquis que les expériences gouvernementales inspirées des Frères musulmans ont échoué⁵⁸.

⁵⁵ En mars 2021, la Cour constitutionnelle turque a réclamé l'ouverture d'une instruction judiciaire en vue de faire interdire le Parti démocratique des peuples (HDP), principal parti pro-kurde et troisième formation politique du pays.

⁵⁶ Depuis 2016, la Turquie a mené quatre opérations militaires : Bouclier de l'Euphrate (2016), Rameau d'olivier (2018), Printemps de la paix (2019), Bouclier du printemps (2020).

⁵⁷ Ahmed Davutoglu, ancien conseiller de Recep Tayyip Erdogan, a été ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de la Turquie. Son livre *Profondeur stratégique (stratejik derinlik)* définit un nouveau paradigme de politique étrangère : l'ère de la géostratégie bipolaire dominée par l'impérialisme des grandes puissances (Est/Ouest) et les césures ethnoculturelles (Europe/Asie) est en phase de dissolution à la faveur d'un monde où les enjeux globaux dominant. Par exemple : l'islam.

⁵⁸ Les Frères musulmans ont échoué en Tunisie, en Égypte, au Soudan, au Yémen et en Libye. En outre, Erdogan a entendu la déception des électeurs de l'AKP aux élections municipales de 2019. Les liens idéologiques avec les Frères musulmans semblent se distendre à la faveur d'une reprise du dialogue avec l'Égypte du président Sissi, ennemi déclaré de la confrérie (voir, sur le sujet, « *Turkey and Muslim Brotherhood: Has Ankara Completed the Sale Deal?* », *MENA Research and Studies Center*, 20 septembre 2021.

La Palestine est devenue l'allégorie passéiste de pays arabes désinvestis. Les alliances indéfectibles (Jordanie/États-Unis) se fragilisent. Le tabou israélien tombe (accord Abraham). Autant d'éléments qui, passés au tamis de l'analyse turque, confortent la présomption d'une géopolitique en mutation, un planisphère où bientôt les césures ne seront plus verticales (bloc, frontière) mais horizontales (sphère, ère), ce qui corrobore la pensée islamiste selon laquelle l'État-nation, en soi, n'existe pas réellement. Seule l'*oumma islamiyya*, la communauté musulmane domine ; la conviction qu'un jour, les frontières ne seront plus onusiennes, mais civilisationnelles.

L'objectif de la Turquie est moins territorial que sociétal. Aux négociations de Sotchi, ses diplomates refusent un projet de Constitution laïque pour la Syrie et demandent que le rite hanafi soit promu religion officielle et le turkmène, langue officielle. Ankara influe, creuse sa profondeur stratégique en imposant son *credo* et ses méthodes. Sur le théâtre syrien, l'armée nationale (TSK) adresse les messages politiques officiels ou induits. Ainsi, avant un sommet consacré à l'apaisement des tensions⁵⁹, 4 000 soldats soutenus par 300 véhicules blindés sont envoyés sur zone – posture de défi s'il en est d'un exécutif qui entend s'affranchir des agendas qui ne sont pas les siens. Quand l'argumentaire favorable à la normalisation de Damas s'appuie sur une pacification – hypothétique – de la Syrie, son programme de construction de bases militaires est maintenu en l'état, 79 dénombrées, auxquelles s'ajoutent des avant-postes qui ne cherchent pas à fixer des lignes mais à diffuser sa présence sur de vastes espaces géographiques⁶⁰.

Le second acteur de cette *strategic dispersion* (stratégie de propagation du modèle turc) est le service de renseignement MIT. Ses officiers de liaison ne se contentent pas de sécuriser les mobilités en zones rebelles par des canaux informels⁶¹, ils propagent l'influx du régime Erdogan en travaillant à l'unification des groupes armés⁶², la professionnalisation de ses personnels⁶³ au sein d'une armée dite « nationale » et supposément syrienne ; environ 70/80 000 hommes liés aux intérêts d'Ankara. Après dix années d'expériences du pandémonium syrien⁶⁴, le MIT sait manœuvrer parmi les légions, les brigades, les milices et autres

⁵⁹ Vladimir Poutine a reçu son homologue, Recep Tayyip Erdogan à Sotchi (Russie) le mercredi 29 septembre 2021.

⁶⁰ « Turkish forces increase bases in Ain Issa and Gire Spi », Hawar News Agency, 17 août 2021.

⁶¹ « First Turkish military convoy enters Syria's Idlib », Reuters, 12 octobre 2017. Durant cette année de formalisation des relations entre le MIT et HTC, le point de contact des Turcs est Hussam al-Shafil, connu sous le nom de Zaid al-Attar, un Syrien natif de la région de Qamishli qui occupe alors les fonctions de responsable politique de HTC. Surnommé « l'enfant gâté de Joulani » en raison de sa proximité avec son chef (il est l'un des rares à avoir accès à sa correspondance), al-Shafil est chargé ponctuellement des contacts de HTC avec le monde extérieur.

⁶² Parmi les options étudiées actuellement : fusionner Hayat Tahrir al-Cham avec l'Armée nationale syrienne (« النظام التركي يسعى لدمج "النصرة" في ميليشياته بإدلب لإبقائها في محيطها ... شكري: سورية جزء لا يتجزأ من الأمن القومي العربي .. » [« لافروف: مصرون على تنفيذ اتفاقنا مع أنقرة [Le régime turc cherche à intégrer Al-Nosra dans ses milices à Idlib pour le maintenir à proximité du 'M4'... Shoukry : la Syrie fait partie intégrante de la sécurité nationale arabe... Lavrov : Nous insistons pour mettre en œuvre notre accord avec Ankara], *Al Watan* (Syrie), 5 octobre 2021.

⁶³ Si besoin, en fermant les yeux sur leurs agissements. Parmi la longue liste des exactions commises par les groupes armés en Syrie et répertoriées par les ONG (HRW, Amnesty International), citons cette journée du 7 septembre 2021. Un jeune Syrien, Ali Sultan al-Faraj, natif de la région de Raqqqa (Suluk), est arrêté sans motif par un groupe de huit combattants du groupe Suqour al-Sunna relevant de la 20^{ème} Division. Sa torture est filmée sur un smartphone (https://twitter.com/farhad_shami/status/1436407225090777093). Après avoir nié l'affaire, la 20^{ème} Division reconnaît les faits et procède à l'arrestation des combattants incriminés.

⁶⁴ En 2014, la Turquie participe à l'*operation room* MOM (Müşterek Operasyon Merkezi – Centre d'Opération

aéropages guerriers. Proche des communautés turkmènes⁶⁵, il se joue des subtilités ethniques, résout les tensions entre chefs, les querelles de nomination et les ambitions contrariées. Il est la cheville ouvrière qui dissout les chouras, établit l'organigramme d'un conseil militaire⁶⁶, façonne une alliance⁶⁷, délivre une formation au camp d'al-Mastouma⁶⁸ ou s'implique par la construction d'un point d'appui aux abords d'une ligne de front⁶⁹. Sa force est avant tout son omniprésence opérationnelle.

Les groupes salafistes les plus intuitifs, eux aussi en quête de normalisation, saisissent cette opportunité pour opérer une mue, cette fois pour se libérer des oripeaux de l'organisation terroriste et espérer la classification d'« acteur non étatique », qui inclut la notion de mouvement contestataire au sens large du terme. Inscrit dans cette démarche⁷⁰, HTC a décidé d'abandonner les opérations suicides à la faveur de formations diplômantes au tir de précision thermique⁷¹. Alors que l'EI s'obstine à brouiller ses messages sur *Rocket Chat Messenger*, le groupe communique en clair sur Telegram, banalise ses thématiques de propagande⁷². Toujours sous l'influence turque, il entame en 2020 une réflexion sur l'organisation de ses forces. Un organigramme distinguait récemment les unités combattantes des forces spéciales (Abu al-Yaqzan al-Masri⁷³) et les départements administratifs (santé, recrutement, etc.).

Il est un fait que la Turquie a trouvé son point d'équilibre sur l'axe syro-irakien, où elle combat en toute impunité l'irréductible kurde et éloigne les facteurs d'instabilité à ses frontières (PKK, migrants) en établissant un cordon de dépressurisation géographique. Elle n'aurait aucun intérêt à renoncer à la situation actuelle, sauf à risquer une fragilisation des alliances patiemment élaborées avec les groupes salafistes. Les équilibres sont précaires, la symétrie des rapports de force est souvent aléatoire. Exemple concret, Ankara n'affaiblit pas

Conjoint), qui regroupe les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et des monarchies du Golfe. Parmi les groupes syriens soutenus figurent al-Firqat al-Shimali, Liwa Shukur al-Jabel et Firka 13, qui reçoivent en dotation des missiles TOW. La structure se révèle peu convaincante en raison de son inefficacité au feu, la faible traçabilité de ses livraisons d'armes et les détournements de fonds opérés par des chefs syriens prétendant à des effectifs pléthoriques pour détourner l'argent.

⁶⁵ Principalement deux groupes turkmènes : Sultan Mehmed Fatih et Sultan Murad.

⁶⁶ En juillet 2020, les rebelles de l'*operation room* al-Fatah al-Mubeen rencontrent des officiers du renseignement turc à la porte Bab al-Hawa pour discuter d'un projet de création d'un conseil militaire (« اجتماع بين ضباط المعارضة وفصائل المعارضة » أترك) [Rencontre entre des officiers turcs et des factions de l'opposition. Les raisons], *Ugarit Post*, 4 octobre 2020).

⁶⁷ Le 30 mai 2021, trois factions militaires de l'Armée nationale syrienne, affiliées à l'Armée syrienne libre, fusionnent sous le nom de 1^{ère} Division : brigade 111 (secteur nord), brigade 112, brigade 143 de la 9^{ème} Division.

⁶⁸ Formations : tirs de lance-missiles *antichar* à guidage *thermique*, combat nocturne, acquisition de renseignements par la pose de caméras camouflées (écorce d'arbre) en secteur hostile.

⁶⁹ La base militaire de Nabi Ayoub culmine la région de Jabal al-Zawiya (front sud). Installée en mai 2020, elle surveille les zones limitrophes de l'autoroute M-4 (Alep-Lattaquié) et la campagne d'Idleb.

⁷⁰ Le paradoxe est que la Turquie, alliée de HTC, considère officiellement ce groupe comme organisation terroriste.

⁷¹ Ses meilleurs stagiaires intègrent l'unité *Saraya al-Hariri*.

⁷² L'EI est quasiment absent des territoires contrôlés par HTC. Ce qui n'empêche pas le groupe d'utiliser les facilités de *Rocket Chat Messenger* pour sa communication interne ou recourir à la nouvelle génération de messagerie qui opère sans contrainte de numéro de téléphone et d'adresse email.

⁷³ L'unité Abu al-Yaqzan al-Masri est connue sous le nom de « Ligue Rouge » en raison du bandeau rouge que ses hommes portent au front en opération. L'unité est commandée par Al-Asa'ib Al-Hamra, surnommé Abu Suleiman Al-Shami.

HTC, car cela favoriserait une offensive de Damas. Elle ne le renforce pas non plus, car son chef, al-Joulani⁷⁴, est connu pour son indépendance d'esprit. Après avoir rompu avec Daech et Al-Qaeda, il n'est pas homme à se laisser impressionner par le *petit sultan*⁷⁵. Pour sa part, HTC donne des gages à demi-mots. Il expulse les combattants étrangers en se gardant bien de les attaquer d'un bloc. D'une part pour ne pas créer un front intra-djihadiste. D'autre part pour conserver un *joker* dans ses relations parfois houleuses avec le MIT⁷⁶. Enfin, pour polir son image médiatique de partenaire engagé dans la lutte « antiterroriste ». Habile, HTC conserve toute sa liberté d'action (soit poursuivre sa mutation, soit renouer dans le giron ultra-radical).

Pour l'heure, Ankara ne se prononce pas sur le projet de retour de Damas au sein de la Ligue arabe. Aux formations politiques turques, *İyi Parti* et le Parti républicain du peuple, qui suggèrent une relance des relations diplomatique pour faire baisser la tension et tenter de résoudre la crise migratoire – 3,7 millions de réfugiés syriens –, aucune réponse n'est accordée. Priorité est donnée à la gestion coercitive des « menaces ». Les opérations armées contre le PKK sont continues et les flux migratoires traités de la manière forte. L'armée détruit les tunnels creusés par les trafiquants qui prospèrent au prix de 1 000 \$ le passage de chaque clandestin⁷⁷. De jeunes adolescents « passeurs » sont arrêtés, certains disparaissent dans des conditions non élucidées⁷⁸. Les gardes-frontières procèdent à des interpellations⁷⁹ parfois sanctionnées de tirs à balles réelles sur des réfugiés⁸⁰ ou des civils⁸¹.

4. La guerre permanente

Des pays engagés dans le conflit syrien, l'Iran est le moins enclin à la normalisation. Il ne s'y opposera pas – en aurait-il les moyens ? –, mais n'entreprendra rien qui la facilite.

⁷⁴ L'entourage proche de Abou Mohammad Joulani lui prête l'expression « Ô blâme Ghraib » en référence au blâme reçu par les soldats américains auteurs d'actes de tortures dans la prison d'Abou Ghraib. Ceci afin d'exprimer l'idée que, tôt ou tard, les grandes puissances seront blâmées et punies.

⁷⁵ Surnom donné au président Erdogan par ses détracteurs.

⁷⁶ La mort de deux officiers des forces spéciales turques, Cihat Şahin et Fatih Doğan, au nord d'Idlib en octobre 2021 a été suivie d'une réunion tendue entre un officier de liaison turc et deux responsables de la sécurité de HTC : Abou Ahmad Hodoud et Abou Muhjen al-Haskawi.

⁷⁷ « وفد روسي يزور بلدات ريف درعا الشرقي والبحث عن أنفاق شمال إدلب » [Une délégation russe visite la campagne orientale de Deraa et l'armée turque cherche des tunnels au nord de Idlib], *Al-Araby Al-Jadeed*, 12 août 2021.

⁷⁸ « أطفال في إدلب يعملون في تهريب البشر تحت إدارة مهريين » [Des enfants à Idlib travaillent dans le trafic d'êtres humains sous la direction de passeurs], North Press Agency, 11 octobre 2021.

⁷⁹ « تركيا تُلقي القبض على عشرات من طالبي اللجوء السوريين والأجانب » [La Turquie arrête des dizaines de demandeurs d'asile syriens et étrangers], *Nedaa Post*, 27 septembre 2021.

⁸⁰ « Syria-Turkey border strip | Turkish Jandarma continue assaulting Syrian people fleeing from dire living conditions », *SOHR*, 20 septembre 2021.

⁸¹ Ali Darwish, « Silent death within Idlib's border by Turkish border guards », *Enab Baladi*, 9 octobre 2021. Depuis août, Ankara freine l'afflux de patients syriens dans ses hôpitaux. La carte de protection temporaire (*Kamlik*) a été remplacée par un document de « tourisme médical » peu reconnu par les infrastructures sanitaires turques (« مرضى سوريون يشتكون آلية العبور الجديدة من "باب الهوى" للعلاج في تركيا » [Des patients syriens se plaignent du nouveau mécanisme de passage de Bab Al-Hawa pour un traitement en Turquie], *Al Souria*, 27 septembre 2021).

Les ambitions de Téhéran outrepassent les enjeux de survie du clan Assad. La Syrie est perçue comme la « 35^{ème} province de l'Iran⁸² » qu'il convient de protéger par les armes, l'« anneau d'or de la résistance contre Israël »⁸³. L'urgence est d'en chasser les forces américaines et les groupes takfiristes. À terme, faire vivre l'idéal révolutionnaire de la doctrine *wilayat al-faqih* de l'ayatollah Khomeiny, un mode de gouvernance organisé autour d'un juriste (*faqih*) investi des prérogatives d'un messenger de Dieu⁸⁴.

Le discours de l'Iran a bien changé depuis cet été 2015 où le général Soleimani alerte les Russes du désastre que serait l'effondrement de Damas⁸⁵. Il est alors question d'engagement militaire maîtrisé dans le temps, de concertation opérationnelle en vue d'achever le conflit. Six années plus tard, l'Iran mène toujours ses programmes d'implantation en terre syrienne sans aucune volonté d'en partir⁸⁶. Ses fondations, centres éducatifs et associations propagent le discours de la révolution islamique. Des cours gratuits de mémorisation du Coran sont prodigués aux enfants ; le farsi est enseigné⁸⁷. À Deir Ezzor, les espaces communautaires (*Al Husseiniya*) racontent l'histoire de l'Empire fatimide qui influa sur la Syrie en l'an 1000. Sous-entendu : « À l'époque, déjà ». Les scouts de l'Imam al-Mahdi encadrent les jeunes⁸⁸. En « camps de loisirs », des réunions de sensibilisation au « terrorisme wahhabite » sont organisées en présence de chefs de guerre affiliés aux Gardiens de la révolution⁸⁹.

À l'inverse de l'approche pyramidale de la Russie, les forces pro-iraniennes progressent par le bas, conformément à la stratégie des Frères musulmans, qui s'implantent au plus près des

⁸² Citation de Mehdi Taeb, religieux proche du Guide de la révolution Ali Khamenei et dont le frère, Hossein, est chef du renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique : « *La Syrie est la 35^{ème} province [de l'Iran] et une province stratégique pour nous. Si l'ennemi nous attaque et cherche à s'emparer de la Syrie ou du Khuzestan [de l'Iran], la priorité sera de maintenir la Syrie, car si nous maintenons la Syrie, nous pouvons reprendre le Khuzestan. En revanche, si nous perdons la Syrie, nous ne serons pas en mesure de tenir Téhéran* » (Ashfon Ostovar, *Vanguard of the Imam: Religion, Politics, and Iran's Revolutionary Guards*, Oxford University Press, 2016).

⁸³ Ali Akbar Velayati, ancien ministre iranien des Affaires étrangères, *Nasim Online*, 27 mars 2013.

⁸⁴ Sur ces notions, voir l'ouvrage de l'ayatollah dissident Hosayn Ali Montazeri : *دراسات في ولاية الفقيه وفقه الدولة* [Études sur la guidance du juriste et le droit de l'État islamique], Éditions al-Dār al-Islāmiyya, 1988.

⁸⁵ Laila Bassam, Tom Perry, « How Iranian general plotted out Syrian assault in Moscow », Reuters, 6 octobre 2015.

⁸⁶ Pour Maher Al-Tamran, membre du Parti de la modernité et de la démocratie pour la Syrie (Raqqqa), « *L'Iran pousse la région vers un conflit permanent pour réaliser ses programmes et promouvoir ses intérêts dans la région, et il veut vider les régions entières de la Syrie de toute présence d'opposants au gouvernement du président Bachar el-Assad* » (« 2011 عام قبل ما سوريا بعقلية ما قبل عام 2011 » [Un homme politique syrien : « La volonté de l'Iran est de maintenir la Syrie dans la mentalité de l'avant 2011 »]), North Press Agency, 1^{er} septembre 2021.

⁸⁷ Khaled Matar, « *دورة لتحفيظ القرآن مدعومة إيرانياً تثير الجدل في ريف جبلة* » [L'Iran suscite la controverse dans la campagne de Jableh], Syria TV, 24 août 2021.

⁸⁸ Cette organisation d'origine libanaise opère sur l'ensemble du croissant chiite (Liban, Syrie, Irak).

⁸⁹ Des activités de sensibilisation ont ainsi été co-organisées par les Amis des scouts syriens et les Scouts du Mahdi dans une école primaire de Zubaida en 2021. Étaient présents Hajj Sadiq al-Irani, le responsable du Centre culturel iranien de Deir Ezzor, un représentant du parti Baas, Saher al-Sakr, un chef militaire irakien, Hajj Abd al-Fattah, ainsi que des chefs de milices syriennes : Bassam Al-Satam, Adnan Al-Saud Abu Al-Abbas (dit Zuzu) (Rokayya Al Abadi, Fatima Othman, « *The Mahdi Scouts: A Chronicle of Child Recruitment into Iranian Militias* », *Daraj*, 6 mai 2021). Habituellement, les adolescents les plus méritants intègrent le 47^{ème} Régiment pour des durées déterminées (environ six mois). La tribu Al-Mashahda d'Abou Kamal (Deir Ezzor) a contribué à la fondation de cette unité commandée par Abu Issa.

populations par l'entremise de la micro-économie, la vie associative et le clientélisme religieux. Il n'est pas une semaine qui passe sans que des « volontaires iraniens » achètent des fermes dans la vallée de l'Euphrate, des appartements à proximité de sanctuaires religieux pour contribuer au peuplement chiite du pays⁹⁰. Les groupes armés parrainés par Téhéran offrent des emplois aux jeunes de confession chiite⁹¹, accueillent si besoin des combattants pakistanais, afghans ou irakiens, eux aussi chiites⁹². Ce prosélytisme, doublé d'une ethnicisation des recrutements, préoccupe Moscou. Le général Sergey Chvarkov estime que « *le financement par l'Iran des groupes chiites et les tentatives de propagation du chiisme dans les territoires traditionnellement sunnites peuvent conduire à une aggravation des relations avec les sunnites et les Kurdes à l'intérieur de la Syrie* »⁹³.

Le régime Assad a pu exprimer également des signes d'irritation, par exemple en réclamant le renvoi du puissant général Javad Ghaffari, chef du Corps des Gardiens de la révolution islamique accusé de privilégier l'intérêt de l'Iran, la poursuite de la guerre, sans intégrer la démarche de normalisation en cours⁹⁴. Autres motifs d'agacement :

- L'activisme pro-iranien provoque des répliques de l'armée israélienne. Les missiles endommagent les infrastructures syriennes et causent des pertes humaines.
- La force al-Qods déclenche des opérations sans concertation avec Damas. Une frappe de drones sur une base américaine le 20 octobre 2021 a provoqué l'ire des autorités syriennes.
- L'importation clandestine de produits fabriqués en Iran et distribués sur le marché noir syrien a pour effet d'accroître la dérégulation d'une économie déjà très affaiblie.

⁹⁰ Parmi eux, Sayyida Zaynab, au sud de Damas, connu pour son pèlerinage des pauvres (*Hâgg al-fuqarâ*). Dès 1979, la force Al-Qods travaille sur le dossier de la sécurisation des sanctuaires chiites à travers le monde, bientôt épaulée par *Harakat Hezbollah al-Nujaba*, une milice irakienne qui travaille plus spécifiquement à la protection du sanctuaire de Ain Ali. En juillet 2019, la force Al-Qods fonde le groupe armé Liwa Hurras al-Maqamat pour protéger les sanctuaires chiites dans la région de Deir Ezzor. Selon SOHR, depuis le début de l'année 2021, les membres des factions pro-iraniennes ont acheté 415 terrains à al-Zydany, 540 terrains dans le quartier d'al-Tofeel. 405 appartements ont été réquisitionnés pour loger des combattants. Les groupes armés créent des emplois. Des édifices publics sont transformés en centres de recrutement (Waleed Abu al-Khair, « *Locals report major increase in IRGC militia activity in eastern Syria* », *Diyaruma*, 11 février 2021). Les jeunes formés dans les camps situés sur l'axe al-Mazare/désert d'al-Mayadeen intègrent ensuite un groupe armé (« *Like ISIS 'Caliphate Soldiers' | Iranian-backed militias in Deir Ezzor recruit children in military formation dubbed 'Caliphate Cubs'* », *SOHR*, 24 août 2021).

⁹¹ Exemple récent, la brigade Hashemiyon, créée au début 2021, est composée d'hommes du clan al-Mashahda. Son quartier général se situe à Al-Bukamal. Le commandement a été confié à Youssef al-Hamdan, surnommé Abou Issa al-Mashhadani, et Musa al-Mahmoud, un notable de la ville. Signalons qu'à Deir Ezzor, la tribu Baggara fut sollicitée pour fonder la brigade Baquir, un rapprochement favorisé par le fait que les Baggara se définissent *Ahl al-Bayt* (Famille du prophète Mahomet). Deux de leurs clans, Albu Ma'eesh et Albu Sheikh, sont en charge de collecter le nom des recrues potentielles et de les préparer au transfert vers les camps d'entraînement parrainés par Al-Qods.

⁹² Parmi les milices concernées par ces recrutements étrangers : Al-Nujaba (Raqqqa), Abu al-Fadl al-Abbas (Deir Ezzor).

⁹³ Le général russe Sergey Chvarkov fut à la tête du Centre pour la réconciliation des parties belligérantes en Syrie de mai à septembre 2016. Citation complète : « *La poursuite de la pénétration à grande échelle de l'Iran en Syrie créera un certain nombre d'obstacles assez sérieux à la promotion des réformes et au développement du processus politique en Syrie et entraînera des complications dans les relations avec Israël, les États-Unis, la Turquie et les pays arabes sunnites* » (Kirill Semenov, « *Confrontation between US, pro-Iranian groups in Syria and Iraq poses challenges for Russia* », *Al Monitor*, 12 juillet 2021).

⁹⁴ Les autorités iraniennes n'ont pas confirmé officiellement l'information.

Malgré la réduction de ses efforts militaires en 2020⁹⁵, l'Iran soutient l'intransigeance de Damas dans son refus d'accepter le délitement de son territoire, ce qui revient à maintenir trois foyers conflictuels. L'un contre la Turquie, pour récupérer la province d'Idleb. L'autre contre les Kurdes, le Rojava⁹⁶. Un dernier contre Israël, qui occupe le plateau du Golan. Ici est le point de vulnérabilité de cette alliance Russie-Iran-Damas qui fut pensée comme un traité de non-ingérence entre alliés, axée sur des fondamentaux tels que le départ des Américains du Proche-Orient, mais qui, rendue à l'épreuve des faits, est traversée de désaccords profonds qui complexifient encore le conflit. L'Iran reproche à la Russie de ne pas protéger ses bases ciblées par Israël⁹⁷. Moscou suspecte Damas d'empêcher le bon déroulement de ses opérations civilo-militaires auprès de la population civile⁹⁸. Damas se demande comment normaliser si, à chaque reprise de dialogue, l'allègement d'une présence iranienne est réclamé.

5. Le cas Bachar el Assad

Damas célèbre chaque réconciliation avec un pays arabe comme un succès attestant du bien-fondé de la politique du président Assad. Pour autant, ce processus n'est pas exempt d'incertitudes. Car en fait de retour sur l'Olympe ovationné par ses détracteurs d'hier, le régime s'expose surtout à l'obligation d'assumer ses responsabilités. La propagande faisant l'éloge d'une Syrie pacifiée, d'un État capable de se reconstruire, d'accueillir ses réfugiés⁹⁹ et d'attirer des investisseurs mérite d'être relu à l'aune de la situation actuelle en Syrie.

Nombre de données collectées sur le terrain démentent l'optimisme de Damas.

- Évolution sécuritaire / Dossier des réfugiés. Toutes les semaines, des hommes meurent au combat en Syrie. Les Nations unies déconseillent le retour des réfugiés. Nombre de

⁹⁵ Réduction des livraisons de missiles, de drones et de batteries de défense antiaériennes (Bavar-373), selon une analyse du renseignement militaire israélien (Aman) rendue publique lors de la parution du rapport annuel d'évaluation de l'Armée de défense d'Israël en 2021 (Ron Ben Yishai, « הערכת המצב השנתית של צה"ל: המצב » [Évaluation annuelle de la situation par Tsahal : les raisons de l'amélioration de la situation sécuritaire]), *Ynet*, 17 novembre 2021). Avec 131 sites militaires, l'Iran a longtemps été le premier souscripteur d'hommes engagés en Syrie, en coordination avec le Hezbollah libanais. À titre de comparaison, la Russie dispose de 83 sites militaires, l'armée turque – 113, la Coalition internationale dirigée par les États-Unis – 33 (« Map of the military bases and posts of foreign forces in Syria », *Jusoor for Studies*, 6 janvier 2021). Cet édifice est soutenu par des sociétés iraniennes de sécurité privée (Al-Areen, Al-Qalaa, Al-Maham for Protection and Private Guarding), un secteur lucratif où prospère déjà un cousin du président, Rami Makhoulouf (Manhal Baresh, « Private Security Companies in Syria: New Agents at the Regime's Service », *European University Institute*, septembre 2020).

⁹⁶ La diplomatie russe tente actuellement d'obtenir un rapprochement entre les Kurdes syriens et Damas.

⁹⁷ Makram Rabah, chercheur et universitaire à Beyrouth : « *Les Iraniens ont déplacé une partie importante de leurs armes lourdes (...) parce qu'ils ne font pas confiance aux Russes en Syrie. Ils ont vu des S-400 russes dormir chaque fois qu'un avion israélien frappait des cibles iraniennes en Syrie* » (Ouadih El Hayek, « L'ambassadeur du Liban est passé du langage diplomatique à l'humanisme », *Novaya Gazeta*, 15 août 2020).

⁹⁸ Kirill Semyonov, Anton Mardasov, « Russian operation goes 'offshore' in Syria », *RIDDLE*, 17 août 2020.

⁹⁹ « Syria Makes Tremendous Efforts for Refugees Return: Mekdad », *The Syrian Observer*, 19 novembre 2021. La Syrie compte six millions de déplacés, 5 600 000 réfugiés, majoritairement implantés au Liban, en Turquie et dans l'espace européen.

sources primaires évoquent des arrestations aux frontières, certaines accompagnées de détentions arbitraires et de tortures¹⁰⁰. De retour au pays, des Syriens sont victimes de spoliations de biens¹⁰¹ et de pertes de terrains mis aux enchères par l'État¹⁰². La crise du pain, le coût de la vie et l'insécurité poussent les Syriens sur les chemins de l'exil intérieur¹⁰³, parfois en zones rebelles jugées plus sûres¹⁰⁴.

- Une armée faible et peu disciplinée. Sans soutien étranger ni recours aux milices (*Jaych al-Chaabi*¹⁰⁵), Damas n'est pas en mesure de garantir la sécurité – relative – de ses concitoyens. En 2019, Damas lance une offensive pour reconquérir le nord-ouest du pays. L'armée turque fait barrage. 2 100 soldats syriens sont tués, 300 véhicules détruits, dont 94 chars, 37 pièces d'artillerie et 28 lance-roquettes¹⁰⁶. L'attaque était mal préparée, les opérations conduites sans pertinence tactique ni efficacité au feu. Ajoutons le dysfonctionnement d'entités inclassables comme la 4^{ème} Division, une armée dans l'armée, quasi autonome, proche de l'Iran et commandée par le frère du président. À son actif : contrebandes de cigarettes¹⁰⁷, rackets aux *check-points*¹⁰⁸, extorsions, etc.
- Éthique et relations internationales. Damas refuse d'accorder des visas aux équipes onusiennes en charge d'enquêter sur les armes chimiques. Le régime détourne l'aide humanitaire en pratiquant des taux de change erronés lors des conversions dollar/livre, soit 51 cents perçus sur chaque dollar¹⁰⁹. Quant au dossier de la solidarité panarabe, supposée être le nouvel adage du régime Assad, notons que les camions irakiens qui traversent la Syrie pour ravitailler le Liban sont lourdement taxés – environ 4 000 \$ par véhicule¹¹⁰. L'argent est ponctionné aux passages frontières¹¹¹ ou aux

¹⁰⁰ « Abbas Ibrahim : « Je soutiens l'ouverture des frontières du Liban avec la Syrie, et je rencontre régulièrement Mamlouk et Assad », Syria TV, 20 septembre 2020.

¹⁰¹ En avril 2018, le Parlement syrien vote la loi n° 10 stipulant qu'un réfugié dispose de douze mois pour fournir le titre de propriété des biens abandonnés en raison de la guerre. Passé ce délai, la totalité des biens revient à l'État, qui procède à leur réaffectation selon son bon vouloir.

¹⁰² « Syria's regime auctions off land of the displaced », AFP/Arab News, 31 décembre 2020.

¹⁰³ « Bread crisis | Long lines in front of bread bakeries continue in regime-controlled areas, while the price of pack of bread reaches 1,500 SYL », SOHR, 18 octobre 2021.

¹⁰⁴ Khaled Al Khatib, « هجرة السوريين عبر الخطوط شراكة غير معلنة بين الرابطة وفصائل في المعارضة » [L'émigration syrienne à travers les lignes... Un accord non divulgué entre 'Rabaa' et les factions de l'opposition], *Shaam Network*, 27 septembre 2021.

¹⁰⁵ *Jaych al-Chaabi* (L'Armée du peuple), fondée en 2012, est un conglomérat de milices armées fidèles au régime.

¹⁰⁶ Chiffres annoncés par le président Erdogan lors de son discours du 29 février 2020.

¹⁰⁷ « حرب تهريب الدخان تشتعل بين الفرقة الرابعة والمهريين في حمص » [Conflit entre la 4^{ème} Division et les contrebandiers à Homs], Syria TV, 18 octobre 2021.

¹⁰⁸ « Human trafficking for 200 USD | 4th Division allow civilians to leave regime-held areas through Euphrates River », SOHR, 5 octobre 2021.

¹⁰⁹ Natasha Salle, « How the Assad Regime Systematically Diverts Tens of Millions in Aid », CSIS, 20 octobre 2020.

¹¹⁰ « لبنان يكشف قيمة الرسوم المدفوعة لنظام الأسد لنقل الوقود من العراق » [Le Liban révèle la valeur des frais payés au régime d'Assad pour transporter du carburant d'Irak], *Al-Souria*, 21 septembre 2021.

¹¹¹ Azza Hajj Hassan, « لبنان المحاصر من سوريا "يستجدي" خفض الرسوم على بضائعه » [Le Liban, assiégé par la Syrie, 'supplie' de réduire les taxes sur ses marchandises], *Al Modon*, 12 octobre 2021; « سائق يفصح كذب النظام واستغلال »

check-points privés érigés par des hommes d'affaires proches du pouvoir¹¹².

- Un pouvoir sans marge d'évolution. Le siège de Deraa (été 2021) a rappelé la brutalité du régime, son incapacité à résoudre les crises dont il est l'initiateur, obligeant l'intervention de négociateurs russes pour lui éviter une nouvelle humiliation. Malgré les perspectives d'une normalisation, et, qui sait, de l'obtention d'un siège d'observateur au prochain sommet de la Ligue arabe, Damas engage peu de mesures d'assouplissement. Les rares modifications, telles que la nomination de Fadi Salti Al-Khalila à la tête de la Commission de planification et de la coopération internationale¹¹³, sont en deçà des enjeux pour le pays. Les photographies récentes du riche Ali Makhlof, cousin du président, au volant d'une Ferrari à Beverly Hills, accompagné d'une jeune mannequin, confirme que tous les Syriens ne sont pas égaux devant la guerre.

L'ensemble de ces éléments interroge le projet de normalisation. S'agit-il de valider les méthodes du pouvoir ? D'ignorer ses responsabilités pénales ? La France a choisi de lutter contre l'impunité des crimes commis en Syrie depuis 2011¹¹⁴. Pour Paris, les droits de l'homme ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la *realpolitik*. C'est au contraire une orientation diplomatique claire et forte ; rien qui ne confère à l'affairisme d'une Chine bien décidée à capter les contrats de la reconstruction syrienne¹¹⁵.

6. Le camp du refus

En Israël, le mot « normalisation » ne prendra sens que le jour du départ du dernier combattant pro-iranien. Pas avant. L'hypothèse d'une Syrie normalisée devenant l'arrière-cour de Téhéran n'est pas acceptable. Malgré une rencontre secrète sur la base russe de Hmeimim entre Syriens et Israéliens en décembre 2020¹¹⁶, Tel-Aviv poursuit ses frappes

الميليشياته للطريق المؤدي للأردن » [Un chauffeur dénonce les mensonges du régime et l'exploitation par ses milices de la route menant à la Jordanie], *Orient News*, 10 mai 2021

¹¹² « Checkpoints Stationed at Lebanon Border Removed by Fourth Division », *The Syrian Observer*, 29 juin 2021.

¹¹³ Fadi Salti Al-Khalil est professeur à la faculté d'économie de l'Université de Damas.

¹¹⁴ « Syrie – Tribune conjointe de Jean-Yves Le Drian et de 17 de ses homologues européens sur la lutte contre l'impunité pour les crimes commis en Syrie », Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, 31 mars 2021. L'UE reconduit chaque année son programme de sanctions économiques (« Syrie : le Conseil prolonge d'un an les sanctions contre le régime », Conseil de l'Union européenne, 27 mai 2021).

¹¹⁵ Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, s'est rendu à Damas en juillet 2021, une première à ce niveau de responsabilités. Selon des sources turques, la Chine et l'Iran auraient formé des comités techniques en vue de coordonner leurs actions en Syrie. Pékin veut poursuivre sa Route de la Soie et se concentrer sur le captage des (futurs) contrats de financement de la reconstruction. Côté iranien, continuer son implantation dans l'économie syrienne, par exemple sur le marché des produits de grande consommation. Amersan, firme iranienne spécialisée dans l'appareillage électroménager, projette de développer des partenariats en Syrie.

¹¹⁶ Étaient présents, pour Israël, le général Gadi Eizenkot, ancien chef d'état-major des Forces de défense israéliennes, et Ari Ben-Menashe, un ancien officier du Mossad ; pour la Syrie, Ali Mamlouk, chef du Bureau de la sécurité nationale syrienne et le général Bassam Hassan. Le facilitateur russe était Alexander Tchaïkov, commandant des forces russes en Syrie. Mentionnée par la presse arabe et des analystes turcs, cette rencontre n'a pas été confirmée de source officielle.

aériennes contre les positions pro-iraniennes et des cibles humaines¹¹⁷. Les sorties médiatiques de Moscou disant « perdre patience » n'y font rien¹¹⁸. Israël est déterminé à contraindre toute sanctuarisation iranienne à sa frontière nord-est, et à empêcher une attaque coordonnée des groupes pro-iraniens basés en Syrie, au Liban, en Irak et à Gaza. Le bouclier antimissile *Iron Dome* ne pourrait alors que partiellement stopper une salve simultanée¹¹⁹.

Les États-Unis sont également défavorables à la normalisation syrienne en l'état actuel du pouvoir et de ses méthodes. Au lendemain du 15 août 2021, jour de la chute de Kaboul, des spéculations ont porté sur un éventuel effet domino aboutissant au départ des 900 soldats américains stationnés sur zone. Antony Blinken a démenti. L'Amérique reste. Une position ferme, en rien infléchie par le projet de résolution de l'aile progressiste du Parti démocrate, 120 députés conduits par Jamaal Bowman qui réclament un retrait du théâtre syrien.

Notons que la Russie commente peu cette présence américaine qui donne lieu à des frottements d'épaules sur le terrain, mais sans conséquences. Washington et Moscou partagent quelques éléments d'analyse, certes ténus, mais qu'il convient de mentionner : Bachar el Assad n'est pas l'homme de la situation (les analyses divergent sur l'avenir à lui réserver, mais son inaptitude à la gouvernance est admise) ; le jeu équivoque de la Turquie avec les groupes armés salafistes (HTC¹²⁰) est un problème ; les sanctions économiques sont un fardeau pour le peuple syrien, des ajustements ponctuels peuvent être envisagés¹²¹.

Reste une divergence profonde et majeure : normaliser le régime de Damas sans l'espoir d'obtenir une paix juste et équitable. Trois conséquences seraient à craindre :

¹¹⁷ 400 tirs de missiles depuis 2020, soit une augmentation annuelle de 25 %, selon Alex Fishman (« How Israel and Russia forged unlikely partnership in Syria », *Ynetnews*, 1er novembre 2021). Est actuellement recherché par Israël Mounir Ali Naïm Cheaïto, dit Hajj Jawad Hachem, commandant militaire du Hezbollah dans le sud de la Syrie.

¹¹⁸ « موسكو تصعد تحركها ضد الغارات الإسرائيلية على سوريا » [Moscou intensifie son action contre les raids israéliens en Syrie], *Asharq Al-Awsat*, 24 juillet 2021. La position de Moscou s'est pondérée sur ce dossier au cours de l'automne 2021. Outre les bonnes relations Russie/Israël, Moscou admet que le surcroît de présence iranienne est un problème.

¹¹⁹ L'analyse israélienne procède d'un parallèle entre la Guerre froide et la situation actuelle dominée par l'antagonisme Iran/Israël. L'État israélien, dans le rôle de l'hyperpuissance ; Téhéran dans celui du régime détesté par sa population qui se ruine en faisant la guerre.

¹²⁰ Analyses échangées à Genève durant les entretiens de Brett McGurk, conseiller du président Biden et responsable du Moyen-Orient au Conseil de sécurité nationale, avec Sergueï Frischnin, vice-ministre russe des Affaires étrangères, et Alexander Lavrentiev, envoyé spécial de Vladimir Poutine pour la Syrie (15 et 16 septembre 2021). Notons que pour l'heure, Washington ne semble pas s'opposer au rapprochement entre Moscou et les FDS, pourtant alliés historiques des États-Unis dans la lutte contre Daech. Le 3 novembre 2021, un exercice militaire mobilisant des combattants FDS et des avions de combat russes a été mené dans la campagne orientale d'Ain Issa, dans le secteur dit des silos de Sharkrak.

¹²¹ Le Département du Trésor américain autorise les ONG à s'engager en Syrie pour « contribuer à assurer la fourniture continue d'une aide humanitaire, y compris certaines activités de relèvement rapide, au profit du peuple syrien » depuis le 26 novembre 2021 (« U.S. Treasury Expands Syria Nongovernmental Organizations General License », U.S. Department of the Treasury, 24 novembre 2021).

- Figurer la guerre civile. Etablir un « *statu quo* » générateur d'affrontements futurs¹²².
- Contribuer à la pérennité d'un pouvoir hautement responsable du drame syrien.
- Maintenir au cœur du Proche-Orient un foyer d'instabilités propageur de radicalismes.

En définitive, ce dossier interroge les pays qui soutiennent la fin de l'isolement de la Syrie, soucieux de bienveillance envers un peuple traumatisé et meurtri, mais qui, par cette acceptation, préfigure le Proche-Orient de demain. Un espace régional qui demeurera sous le joug de puissances, grandes ou en devenir, une géopolitique faite d'alliances sans entente, avec leur lot de conflits par l'entremise de groupes armés qui poursuivront la fragmentation des territoires et l'ethnicisation des rapports de force. En fait d'une normalisation du régime Assad, ne s'agit-il pas de banaliser une guerre irrésolue ? Celle d'une nation dont les frontières sont devenues les passe-droits de pays voisins et, Damas, la tour d'ivoire d'un clan dominant ?

Car c'est un fait. Sur zone, rien n'est réglé. La guerre continue.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

¹²² Un ennemi commun, écrit Andrey Kortunov, directeur du Conseil russe pour les affaires internationales, « *ne suffit pas pour un partenariat stratégique* » (« Russia and Iran: How Far from a Strategic Partnership? », RIAC, 6 mai 2021).